

« Prolétaire Debout »

Supplément au bulletin de l'Union prolétarienne marxiste-léniniste.

Octobre 2017

Après avoir démantelé le code du travail pour livrer les ouvriers et employés du privé à l'esclavage salarié selon les souhaits du MEDEF,

Après avoir attaqué le pouvoir d'achat des retraités et les pousser toujours plus vers les fonds de pension privés,

Macron et sa bande poursuit délibérément la désorganisation du secteur public

Macron est le représentant des entreprises privées et des banques à la recherche du profit maximum. Pour eux, c'est une épine dans le pied que la sécurité de l'emploi des fonctionnaires, de collectifs stables, permettant un meilleur service au public. Ils rêvent de la faire sauter.

Dans un premier temps, sous prétexte de réduire le déficit, ils limitent l'embauche et détériorent systématiquement des conditions de travail ; usagers et fonctionnaires sont touchés :

Poste, télécom, SNCF, l'école... si ça dysfonctionne, pour les dirigeants, c'est la faute aux employés.

Dans un deuxième temps, on propose la privatisation des services qui soi disant résoudrait tous les problèmes. L'Etat offre depuis longtemps les branches les plus rentables du secteur public au privé : formations privées bidon, burn out dans les hôpitaux publics au profit des cliniques privées.

Macron, « président des riches », des exploités est bien le président du CAC 40

L'Etat ne travaille pas à « l'intérêt général », il fait des cadeaux aux grands patrons par dizaines de milliards. Il dévoile de plus en plus son caractère de comité d'administration des capitalistes, du capital international, comme le disait déjà K. Marx.

La recherche du profit maximum est le moteur de la société capitaliste, en France comme ailleurs, ce n'est pas une invention de l'Union européenne. Sans elle, ça se ferait aussi.

Loi travail XXL ? Qu'on nous dise comment en licenciant et en précarisant on facilite la création d'emplois qui permettent de vivre ! Cette loi comme d'autres est indispensable aux capitalistes et s'appliquera inévitablement et de

plus en plus au secteur public. C'est souvent déjà le cas.

Ex : La suppression des emplois aidés met 120 000 personnes au chômage, des contrats encore pires, les CUI de 6 mois, (Contrat Unique d'Insertion qui n'insère rien) vont en remplacer quelques-uns. Par la lutte des emplois ont été maintenus, mais ça reste précaire et non satisfaisant. Nous sommes depuis longtemps contre ces contrats à cours terme que ce soit le PS ou LR ou LREM qui les ait institués ; Les CDD représentent 85 % des nouvelles embauches et dans le secteur public, de plus en plus de contrat en CDD ou de droit privé.

A cause de la guerre économique qu'ils se livrent, les capitalistes eux-mêmes en crise veulent nous imposer la précarité.

Nous ne voulons plus aucune forme de précarité et de misère.

Les fonctionnaires, employés de l'Etat, ne peuvent se contenter de défendre un statut déjà très amputé avec le gel du point d'indice, la hausse de la CSG, le relèvement de l'âge de la retraite, la

restauration du jour de carence, l'attaque contre les CHSCT sans parler de la suppression massive de postes de travail et de la surcharge qui en découle.

La seule solution : être solidaires et faire bloc avec la classe ouvrière contre le gouvernement, pour une autre société libérée du capitalisme.